



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 25.3.2019
C(2019) 2406 final

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
75002 Paris
France

**DÉCISION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4 DES
MODALITÉS D'EXÉCUTION DU RÈGLEMENT (CE) N° 1049/2001¹**

**Objet: Demande confirmative d'accès à des documents en vertu du
règlement (CE) n° 1049/2001 — GESTDEM 2019/481**

Monsieur,

Je fais suite à votre courrier électronique du 20 février 2019, enregistré le 21 février 2019, par lequel vous présentez une demande confirmative conformément à l'article 7, paragraphe 2, du règlement (CE) no 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (ci-après «le règlement (CE) no 1049/2001»).²

1. OBJET DE VOTRE DEMANDE

Par votre demande initiale du 26 janvier 2019, adressée à la Direction générale de l'environnement, vous avez demandé l'accès à la lettre de mise en demeure et à l'avis motivé envoyés à la République française au titre de l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dans le cadre de la procédure d'enquête numéro 2018/4168 sur la non-conformité de la transposition de la Directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

La Commission européenne a identifié le document suivant comme entrant dans le champ d'application de votre demande:

¹ Journal officiel L 345 du 29 décembre 2001, p. 94.

² Journal officiel L 145 du 31 mai 2001, p. 43.

- Lettre de mise en demeure de la part de la Commission européenne adressée à la République française, le 24 janvier 2019 (référence C(2019)342).

Ce document fait partie d'une enquête en cours.

Par le biais de sa réponse du 14 février 2019, la Direction générale de l'environnement a refusé l'accès au document demandé, sur la base de l'exception de l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret du règlement (CE) no 1049/2001 concernant la protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit.

Par l'intermédiaire de votre demande confirmative vous réitérez votre intérêt à obtenir le document concerné.

Vous appuyez votre demande par des arguments détaillés, que j'adresserai ci-dessous.

2. EXAMEN ET CONCLUSIONS EN VERTU DU RÈGLEMENT (CE) N° 1049/2001

Lors de l'évaluation d'une demande confirmative d'accès aux documents en vertu du règlement (CE) no 1049/2001, le Secrétariat général procède à un examen indépendant de la réponse donnée par la direction générale concernée au stade initial.

À la suite de cet examen, j'ai le regret de vous informer que je dois confirmer la décision initiale de la Direction générale de l'environnement de refuser l'accès au document demandé, sur la base de l'exception de l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret (relatif à la protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit) du règlement (CE) no 1049/2001, pour les raisons décrites ci-dessous.

2.1. Protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit

L'article 4, paragraphe 2, troisième tiret du règlement (CE) no 1049/2001 stipule que « [l]es institutions refusent l'accès à un document dans le cas où la divulgation porterait atteinte à la protection [...] des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit, à moins qu'un intérêt public supérieur ne justifie la divulgation du document visé. »

Il ressort de la jurisprudence du Tribunal de l'Union européenne que l'exception prévue à l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret, du règlement (CE) n° 1049/2001 s'applique « si la divulgation des documents en question risque de mettre en péril l'achèvement des activités d'inspection, d'enquête ou d'audit »³.

L'objectif des activités d'enquête concernant le contrôle de l'application du droit de l'Union est d'assurer que les États membres remplissent leurs obligations conformément au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Dans le cadre d'enquêtes sur un éventuel manquement, une sincère coopération et un climat de confiance mutuelle entre la Commission européenne et l'Etat membre concerné sont nécessaires afin de permettre

³ Arrêt du Tribunal du 6 juillet 2006 dans les affaires jointes T-391/03 et T-70/04, *Franchet et Byk / Commission européenne*, EU:T:2006:190, points 109 et 110.

aux deux parties d'engager un processus de négociation visant à la recherche d'un règlement du litige au stade précontentieux.

En l'espèce, la divulgation des documents relatifs à cette enquête porterait préjudice au traitement d'éventuels cas d'infraction au droit de l'Union, et compromettre le dialogue entre l'Etat membre et la Commission européenne, qui permet souvent de trouver une solution sans devoir procéder à la saisine de la Cour de justice. La protection de cet objectif justifie dès lors le refus d'accès au document que vous demandez.

A cet égard, le Tribunal de première instance a confirmé, dans son arrêt du 11 décembre 2001 rendu dans l'affaire T-191/99, que « les États membres sont en droit d'attendre de la Commission la confidentialité pendant les enquêtes qui pourraient éventuellement déboucher sur une procédure en manquement. [...] La préservation de cet objectif, à savoir un règlement amiable du différend entre la Commission et l'État membre concerné avant l'arrêt de la Cour, justifie, au titre de la protection de l'intérêt public relatif aux activités d'inspection et d'enquête [...], le refus d'accès aux lettres de mise en demeure et aux avis motivés rédigés dans le cadre de la procédure de l'article 226 CE. »⁴ (nous soulignons).

De plus, dans son arrêt du 14 novembre 2013 dans les affaires jointes C-514/11 P et C-605/11 P, la Cour a dit pour droit : « Une divulgation des documents afférents à une procédure en manquement pendant la phase précontentieuse de celle-ci serait, en outre, susceptible de modifier la nature et le déroulement d'une telle procédure, étant donné que, dans ces circonstances, il pourrait s'avérer encore plus difficile d'entamer un processus de négociation et de parvenir à un accord entre la Commission et l'État membre concerné mettant fin au manquement reproché, afin de permettre que le droit de l'Union soit respecté et d'éviter un recours juridictionnel. »⁵ (nous soulignons).

3. ABSENCE D'UN INTÉRÊT PUBLIC SUPÉRIEUR JUSTIFIANT LA DIVULGATION

Les exceptions de l'article 4, paragraphe 2 du règlement (CE) no 1049/2001 ne peuvent s'appliquer lorsqu'un intérêt public supérieur justifie la divulgation du document demandé.

Dans votre demande confirmative, vous stipulez que la mission de votre site internet est de rendre l'information juridique intelligible aux citoyens, d'informer le public, de contribuer au débat sur une question d'intérêt général telle que l'accès aux informations liées à l'environnement.

⁴ Arrêt du Tribunal de première instance du 11 décembre 2001 dans l'affaire T-191/99, *Petrie et autres / Commission*, EU:T:2001:284, point 68.

⁵ Arrêt de la Cour du 14 novembre 2013 dans les affaires jointes C-514/11 P, C-605/11 P, *Liga para a Protecção da Natureza (LPN) et République de Finlande / Commission européenne*, EU:C:2013:738, point 63.

Cependant, dans son arrêt du 14 novembre 2013 dans les affaires jointes C-514/11 P et C-605/11 P la Cour a précisé que « des considérations aussi générales que celles invoquées en l'espèce ne sauraient être de nature à établir que le principe de transparence présentait, en l'espèce, une acuité particulière qui aurait pu primer les raisons justifiant le refus de divulgation des documents en question. »⁶ Ce raisonnement a été confirmé dans l'arrêt du 16 juillet 2015 dans l'affaire C-612/13 P, où la Cour s'est prononcée notamment dans le cas de la phase précontentieuse d'une procédure en manquement⁷.

De plus, dans votre demande confirmative vous considérez que le document demandé contient des informations environnementales au sens de la convention d'Aarhus et de la directive 2003/4/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil⁸ (ci-après « la directive 2003/4/CE »). Veuillez noter que cette directive s'applique aux Etats membres et non pas aux institutions européennes.

La Commission européenne, ainsi que les autres institutions européennes, a implémenté la convention d'Aarhus par le règlement (CE) no 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement⁹ (ci-après « le règlement (CE) no 1367/2006 »).

D'après l'article 6, paragraphe 1 du règlement (CE) no 1367/2006 « la divulgation [des documents] est réputée présenter un intérêt public supérieur lorsque les informations demandées ont trait à des émissions dans l'environnement ». La lettre de mise en demeure fait partie d'un dossier administratif concernant une enquête sur un éventuel manquement et son but est d'exiger de plus amples informations au pays concerné, qui doit envoyer une réponse détaillée. Il s'ensuit que ce document ne contient pas des informations qui ont trait à des émissions dans l'environnement, ce qui pourrait justifier la divulgation du document, comme stipulé dans l'article 6, paragraphe 1 du règlement (CE) no 1367/2006.

Veuillez toutefois noter que, conformément à l'article 6, paragraphe 1 du règlement (CE) no 1367/2006, les enquêtes, notamment celles relatives à de possibles manquements au droit communautaire, ne sont pas réputées présenter un intérêt public supérieur, même si les informations demandées ont trait à des émissions dans l'environnement.

Par conséquent, j'en conclus que, dans ce cas particulier, il n'y a pas d'intérêt public qui justifierait une restriction de la protection des objectifs des activités d'inspection, d'enquête et d'audit garantie par l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret du règlement (CE) no 1049/2001.

⁶ Idem, point 93.

⁷ Arrêt de la Cour du 16 juillet 2015 dans l'affaire C-612/13 P, *ClientEarth / Commission*, EU:C:2015:486, point 93.

⁸ Journal officiel L 041 du 14 février 2003, p. 26.

⁹ Journal officiel L 264 du 25 septembre 2006, p. 13.

4. PAS D'ACCÈS PARTIEL

J'ai également examiné la possibilité d'octroyer un accès partiel aux documents demandés, conformément à l'article 4(6) du règlement (CE) no 1049/2001. Un accès partiel n'est toutefois pas possible dans le cas présent, étant donné que le document demandé est entièrement protégé par l'exception visée à l'article 4, paragraphe 2, troisième tiret du règlement (CE) no 1049/2001, comme expliqué ci-dessus.

5. VOIES DE RECOURS

Enfin, j'attire votre attention sur les voies de recours dont vous disposez contre cette décision. Vous pouvez, sous les conditions de l'article 263 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, former un recours devant le Tribunal ou, sous les conditions de l'article 228 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, déposer une plainte auprès du Médiateur européen.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre haute considération.



Pour la Commission
Martin SELMAYR
Secrétaire général